

Résolution sur les conditions de détention inhumaines d'Alexeï Navalny

2023/2553(RSP) - 16/02/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 497 voix pour, 17 contre et 33 abstentions, une résolution sur les conditions inhumaines d'emprisonnement d'Alexei Navalny.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE et ECR.

Alexei Navalny, personnalité politique russe de premier plan et lauréat du Prix Sakharov 2021, qui a été empoisonné avec un agent neurotoxique Novichok par le régime du Kremlin, est détenu depuis le 17 janvier 2021 et est actuellement incarcéré dans une colonie pénitentiaire. Depuis son arrestation, Navalny a été soumis à des mauvais traitements, notamment à la torture, à des punitions arbitraires et à des pressions psychologiques.

Le comportement du Kremlin à l'égard des opposants politiques et des prisonniers politiques, y compris Navalny, révèle sa nature brutale, tout comme la guerre qu'il mène contre l'Ukraine et les Russes désireux de démocratie.

Le Parlement est solidaire d'Alexei Navalny et de tous les autres prisonniers politiques russes courageux dans leur lutte pour la démocratie en Russie. Il appelle à la libération de Navalny et de tous les autres prisonniers politiques en Russie.

Le Parlement a exigé que, dans l'attente de leur libération, les conditions de détention de Navalny et de tous les autres prisonniers soient mises en conformité avec les obligations internationales de la Russie, en particulier en ce qui concerne l'accès de Navalny aux médecins de son choix et à un traitement médical dans un hôpital civil, son droit d'être déplacé dans un centre de détention provisoire où il ait accès à ses avocats, et sa faculté de communiquer avec sa famille.

Les institutions de l'UE sont instamment invitées à :

- continuer à surveiller la situation des droits de l'homme en Russie ;
- soutenir la société civile russe.

Les États membres sont invités à fournir une assistance aux défenseurs russes des droits de l'homme, aux militants pro-démocratie et aux journalistes indépendants en Russie et hors de Russie.

Le Parlement a souligné que l'UE et la communauté démocratique ont besoin d'une stratégie claire pour soutenir les victoires de l'Ukraine et de la démocratie en Russie, ce qui serait également une victoire pour Navalny.

Enfin, le Parlement a souligné que Vladimir Poutine doit être jugé pour les crimes commis contre sa propre population et que le Conseil doit adopter des mesures restrictives à l'encontre des responsables des poursuites arbitraires et des actes de torture à l'encontre des manifestants anti-guerre.